

## Crise économique, crise écologique : du Grenelle au plan de relance, quelle cohérence ?

Ce mardi de 4D, s'est tenu le 9 février 2009 et a réuni : Robert Lion, président de Greenpeace France et d'Agrisud International, Philippe Bard, Centre des Jeunes Dirigeants, patron de PME, Gustave Massiah, président du CRID et Alain Lipietz, député européen. Le débat a été animé par Philippe Fremeaux, directeur de la rédaction d'Alternatives économiques. Ce document est une synthèse non exhaustive des exposés des intervenants et du débat qui s'en est suivi.

### 1- Penser les crises.

La crise financière et économique actuelle est historique. Non pas que les causes qui l'aient engendrée soient neuves, mais parce qu'elle est désormais bien repérée comme le symptôme d'un système de mondialisation, de développement- « non-durable » note Robert Lion. Elle est remarquable par la rapidité de son extension, ce en quoi elle se différencie de la crise de 1929 qui était restée cantonnée aux pays du Nord. Dans cette perspective, Alain Lipietz remarque bien qu'il ne s'agit pas d'une petite crise à l'intérieur du modèle de développement capitaliste mais bien d'une grande crise du modèle lui-même, dont on sortira nécessairement transformé. La transformation sera, pour Alain Lipietz, au moins aussi importante que celle des années 30 qui a donné naissance au fordisme ou à celle des années 70-80 qui l'a détruit et permis l'émergence du libéral-productivisme.

Penser la crise, c'est également penser sa multiplicité, ce qui finit d'assurer son caractère inédit. La crise actuelle est bien sûr celle d'un libéralisme mondialisé alors qu'il n'était qu'internationalisé dans les années 30. Mais la différence majeure provient, comme l'a noté l'ensemble des intervenants, de l'installation de la crise écologique. La bulle du modèle néolibéral et productiviste a éclaté avec la crise écologique en 2007. Le prétexte fut certes la crise des subprimes au cours de laquelle des salariés américains de plus en plus pauvres durent emprunter pour se loger et donc rembourser. Mais au même moment le pétrole et le prix des aliments ont tous les deux explosé, rendant impossible tout remboursement des emprunts. Pour Alain Lipietz, « la crise est venue de l'écologie et du social pour percuter la finance puisque leurs usuriers, non remboursés, ont coulés eux-mêmes, entraînant les banques qui les avaient assurés, les assureurs des banques et ainsi de suite... » On assiste donc à une demande de régulation simultanée de toutes les crises, ce que Pierre Radanne considère comme absolument nouveau, puisque jusqu'à présent, il y avait bien une demande de régulation sociale et environnementale mais un refus d'intervention dans le champ économique.

Penser la crise, c'est enfin penser sa temporalité. Gustave Massiah insiste particulièrement sur son caractère profond et de long terme. Il y a d'abord une demande de réponse immédiate à travers les plans de relance. Puis viendra le deuxième temps de cette crise, dans une vingtaine d'années, où alors sera vraiment posée la question d'une nouvelle phase de la mondialisation, dépassant la phase néolibérale actuelle. D'ores et déjà on constate bien pour Gustave Massiah que l'establishment est divisé : « Une partie pense qu'une parenthèse va pouvoir avoir lieu et que l'on reviendra vite à la logique libérale tandis que l'autre partie pense que ce n'est pas possible, qu'il faut un renouvellement profond, une reconstruction du capitalisme, de la même manière que le New Deal a été une reconstruction du capitalisme dans les années 30. » Dès lors, le mouvement antisystémique doit s'interroger sur la position à prendre, pour la prochaine phase, par rapport aux propositions de renouvellement, représentées notamment par la commission Stiglitz qui est une proposition de régulation assez nouvelle : « Comment faire pour que dans la période à venir ne se construise pas une alliance entre les néo-libéraux et les néo-keynésiens et comment faire pour aller le plus loin possible dans les réformes néo-keynésiennes au bénéfice des intérêts des couches populaires? » Enfin Gustave Massiah annonce un troisième temps de la crise, dans les 30 prochaines années, où sera posée la question du dépassement du capitalisme. Pour lui cette crise

est très intéressante car, « comme le dit Jean-Marie Harribey, le co-président d'Attac, on peut nommer l'innommable : capitalisme, classe, etc. Et effectivement on peut réfléchir : le capitalisme est-il éternel ou est-ce que se pose aujourd'hui l'actualité d'un dépassement, de nouveaux rapports sociaux ? » C'est également la question que pose Alain Lipietz en préambule de son intervention : « Va t-on dépasser le capitalisme ou simplement développer des formes de dépassement du capitalisme ? »

## 2- Réponses anciennes ? Réponses nouvelles ?

La question de la relance est bien sûr la première à être évoquée lorsque l'on aborde le premier temps de la crise. Mais « cette expression même du « Plan de relance » est gênante: on veut « relancer » la machine sans parler de bases nouvelles » dénonce Robert Lion. Il prévient qu'il ne suffira pas de se donner bonne conscience en « verdissant à la marge » ou simplement en étendant le bonus-malus écologique. Pour lui, tout n'est pas mauvais dans les éléments de relance des différents pays. La dimension éthique concernant les rémunérations et les paradis fiscaux est de bon augure.

Mais tout cela est dispersé, on relance sans précaution et sans exigence sérieuse, il n'y a pas de remise en question ni de « green economic shift », de virage radical. Enfin Robert Lion pointe certains éléments qu'il juge ridicules, comme par exemple le lancement d'un fonds de soutien à l'investissement dont le comité d'orientation ne comprend que des industriels et des économistes. Dans cette perspective, Philippe Bard affirme que le plan de relance soutient les anciens modèles et fait preuve d'un manque flagrant d'audace et d'inventivité : « Nous pensions que le Plan de Relance soutiendrait l'esprit du Grenelle et lui permettrait de décoller d'autant plus vite, or c'est plutôt l'inverse qui est en train de se passer : on lui donne un coup de frein. » De là un constat pessimiste partagé par tous les intervenants.

Ce sont donc des réponses anciennes qui sont données, celle des plans de soutien à la consommation, qui, comme le souligne Pierre Radanne sont plus enclins à approfondir la crise qu'à la résoudre, alors même que nous nous trouvons face à une crise du consumérisme. Yves Cochet met en garde : « le gâteau ne peut plus augmenter. Le mot d'ordre principal est donc: partager entre ceux qui ont beaucoup plus, nous, le milliard et demi d'habitants de l'OCDE et les 5 autres milliards qui ont beaucoup moins. » Gustave Massiah espère que « les pays émergents ne refassent pas l'erreur commise en 1977 quand le G5 a été créé. L'idée était de recycler les pétrodollars et de proposer aux pays pétroliers une alliance avec les pays du Nord. Ceci a rompu l'unité qui avait été plus ou moins construite à Bandung entre les pays non-alignés. Il faut donc que les pays émergents se rendent compte qu'il ne faut pas rentrer dans une alliance particulière avec les pays dominants aujourd'hui, qu'il faut préserver la question et de la pauvreté et de la liberté. » Pour Alain Lipietz « redonner énormément de pouvoir de consommer (quoi ?) aux pauvres par rapport aux riches, du Sud par rapport au Nord, va être, comme dans les années 30, une des conditions de la sortie de la crise. » Gustave Massiah rappelle qu'une des meilleures manières de redistribuer les richesses est de créer un revenu minimum mondial ce qui nécessite une taxation mondiale.

A l'urgence écologique répond donc une utopie dans la mesure où il faut trouver un autre modèle de consommation et de production. Pour Alain Lipietz il s'agit de favoriser un re - partage du pouvoir d'achat qui se porte sur des biens collectifs comme le transport en commun, l'isolation des logements etc : « A la différence du New Deal de Roosevelt où l'on donnait des droits aux salariés pour qu'ils consomment individuellement, il s'agit ici de donner des droits aux collectivités locales pour qu'elles investissent davantage dans des biens collectifs. » Rien de moins qu'une conversion de notre modèle de production et de consommation est nécessaire. Face à cette exigence des mesures symboliques peuvent d'ores et déjà être prises. Robert Lion en expose quelques unes :

- « demander aux banques de ne financer que des projets ou des entreprises à faible empreinte écologique,
- demander aux constructeurs automobiles non pas seulement de produire des voitures plus propres mais de réfléchir à ce que sera la mobilité en 2020 et à ce que sera le rôle de l'automobile,
- réduire de 50% les charges de chauffage de 300 000 HLM par an,

- ne pas privilégier les autoroutes par rapport au ferroviaire lorsque l'on parle d'infrastructures
- aller vers une nouvelle comptabilité
- opter pour un geste fiscal significatif en faveur de l'agriculture biologique. »

Alain Lipietz souligne que « la vitesse de conversion vers un autre modèle de production peut être très grande, les technologies existent, c'est le problème de l'économie mobilisée : l'offre est un problème et non la demande puisque l'on sait ce que l'on fait. » Dès lors : qui impulse le changement ?

La question démocratique est bien au cœur des réponses à apporter à cette crise, tous les intervenants le reconnaissent car tous constatent que si les opportunités sont importantes grandes sont aussi les menaces autoritaires.

### 3- La question des libertés : opportunités démocratiques et menaces autoritaires.

« En 1930 Karl Polanyi présentait trois solutions face à la crise du libéralisme : la solution stalinienne, la solution fasciste et la solution social-démocrate. Ce sont plutôt les solutions autoritaires et fascistes qui ont pris le dessus ». Cette crainte exposée par Alain Lipietz de voir les solutions autoritaires répondre à l'urgence écologique est partagée par tous les intervenants. Lorsque l'on combine : d'une part nécessité de gérer des biens collectifs, et d'autre part nécessité de passer d'une échelle maîtrisée démocratiquement, à savoir la France, à une échelle beaucoup plus large, à savoir l'Europe, le risque du recours aux solutions autoritaires est fort. Robert Lion s'interroge : « Quel est le système institutionnel politique et à quelle échelle géographique peut on l'imaginer afin qu'il soit capable d'imposer des bonnes solutions? » Pour Alain Lipietz, « la nation ne suffit certainement plus aujourd'hui, surtout en Europe. Autrement dit, l'Union Européenne doit augmenter probablement son budget et mettre en place des mécanismes démocratiques de prises de décisions pour des politiques publiques à l'échelle de l'Union Européenne soumises à la règle de co-décision des Etats et à la représentation des citoyens par la Chambre basse au Parlement. En contrepartie, le territoire a un rôle à jouer dans la mise en place de ce nouvel espace. Autrement dit, plus nous allons vers un renforcement de l'Europe et vers des accords internationaux, plus nous allons vers une démocratisation des espaces des territoires locaux. »

Robert Lion est pessimiste: « Je ne crois pas que volontairement nous adopterons un modèle de décroissance pour laisser plus de place aux autres sauf si un régime politique l'imposait. La guerre et le conflit sont plus probables qu'une bonne gouvernance à l'échelle planétaire. » Gustave Massiah parle également des risques de guerre engendrés par la crise. Pour lui les dangers principaux proviennent des politiques de sortie de crise qui vont être proposées et qui vont amener à faire payer les pauvres. « Nous allons donc avoir dans une grande partie de la planète une extension de la pauvreté, de l'exclusion, des discriminations. Le deuxième danger : si les pauvres ne veulent pas se laisser faire, il y aura la mise en avant de système répressifs, autoritaires voire fascistes dans certaines régions du monde et qui sont effectivement la remise en cause des libertés. Le troisième danger : si cela ne suffit pas on aura recours à la déstabilisation et aux guerres. C'est pourquoi il faut une alliance la plus large possible sur la question des libertés et de la lutte contre la guerre et la pauvreté. »

Cela dit, si chaque crise est porteuse de dangers, elle recèle aussi des opportunités. Comme le note Gustave Massiah, elles ne sont pas automatiques mais désormais « l'idéologie néolibérale s'est un peu effondrée, personne n'oserait plus dire comme Reagan : « ne me parlez plus de l'Etat, l'Etat n'est pas la solution mais le problème ». La crise de cette idéologie ouvre l'opportunité, mais de manière non automatique, d'une régulation publique dans laquelle l'intérêt général serait supérieur aux intérêts privés et particuliers(...) Beaucoup de possibilités sont offertes, notamment sur la redistribution des richesses ou l'emploi local, qui ouvrent de nouvelles perspectives. La plus importante est celle qui constitue la spécificité de la nouvelle crise : la question écologique ou

plutôt la relation entre la question écologique et la question économique (remise en cause du productivisme de la sortie de crise des années 30) et c'est aussi le rapport entre la crise écologique et la crise sociale. »

A ce titre, le fait d'avoir choisi Belèm, au cœur de l'Amazonie, pour Forum Social Mondial en janvier 2009 a représenté une transformation par rapport à la tradition ouvrière du mouvement antisystémique. L'écologie était au centre des débats ce qui a permis de réfléchir notamment sur la régulation des biens communs : un modèle de développement où la relance de l'activité se fait par une révolution industrielle, plus intensive en travail, intellectuelle, qualifiée. Pour Gustave Massiah, « ce qui est intéressant dans le mouvement altermondialiste qui s'est développé notamment dans les FSM, c'est l'émergence d'une nouvelle culture politique qui consiste à penser qu'il y a besoin de bouleversement mais que ce sont des bouleversements qui se font dans le temps. Le passage d'un système à un autre ce n'est pas l'éradication d'un système et la mise en place d'un nouveau avec une logique tout à fait différente, c'est une articulation. »

Dans cette perspective chaque intervenant promeut l'échelon local comme l'espace de gestation de nouveaux rapports sociaux. Alain Lipietz insiste sur ce point : « l'appel à l'autogestion et l'appel au local ce n'est pas du baratin. 80% de nos activités se passent à cette échelle. Du global, du national, du continental on attend simplement des règles pour limiter la concurrence entre territoires. » Ce n'est qu'à cette échelle qu'on peut véritablement expérimenter, entre démocratie et développement, le vivre ensemble au quotidien.

Mots clés :

Crises

Démocratie

Forum social mondial

Territoires

Partage

Notes :

Ana Hours, Association 4D